

CONVENTION DE FINANCEMENT

entre la

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

et la

REPUBLIQUE DU PEROU

Projet pilote d'irrigation MAJES

CONVENTION DE FINANCEMENT

La Commission des Communautés Européennes, ci-après dénommée "LA COMMISSION" agissant pour le compte de la Communauté Economique Européenne (CEE), ci-après dénommée "LA COMMUNAUTE"

d'une part et

La République du Pérou,
ci-après dénommée "LE BENEFICIAIRE",

d'autre part,

sont convenues de ce qui suit :

Le projet décrit à l'article 1 ci-dessous sera exécuté sur le budget de LA COMMUNAUTE selon les clauses ci-après.

Cette Convention comprend :

- des dispositions, intitulées Clauses Générales, qui ont une portée générale,
- des dispositions, intitulées Clauses Particulières et Dispositions Techniques et Administratives (Annexe A), qui s'appliquent au projet visé à l'article 1 ci-après.

Les clauses particulières et les dispositions techniques et administratives modifient ou complètent les clauses générales et, en cas de conflit, prévalent sur ces dernières.

...

CLAUSES PARTICULIERES

ARTICLE 1 - NATURE ET OBJET DE L'INTERVENTION

LA COMMUNAUTE contribue, au titre de son programme 1983, par subvention, au financement du projet suivant :

Projet n° NA/83/10

intitulé : Projet pilote d'irrigation MAJES

ci-après dénommé "LE PROJET".

ARTICLE 2 - ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE

L'engagement de la COMMUNAUTE est fixé à 5.600.000 ECUS ci-après dénommés "LA SUBVENTION CEE".

ARTICLE 3 - ADRESSES

Les correspondances relatives à l'exécution de la présente convention, qui doivent faire référence explicite au numéro et à l'intitulé du PROJET, sont valablement adressées à :

a) Pour LA COMMUNAUTE :

Commission des Communautés Européennes,
Direction Générale du Développement,
Rue de la Loi, 200,
B-1049 BRUXELLES

Adresse télégraphique : "COMEUR BRUXELLES"

Télex : 321877 COMEU B".

b) pour le BENEFICIAIRE :

Ministerio de los Assuntos Exteriores
LIMA (Peru).

...

ARTICLE 4 - NOMBRE D'EXEMPLAIRES

La présente Convention est établie en langue française en deux exemplaires ayant tous deux valeur d'original.

ARTICLE 5 - ENTREE EN VIGUEUR

La présente Convention entre en vigueur à la date à laquelle les deux parties l'ont signée.

Les annexes font partie intégrante de la présente Convention.

Fait à Bruxelles
le 7 mars 1984

LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE
EUROPEENNE



Fait à Bruxelles
le 8 mars 1984

LE BENEFICIAIRE



Annexe A : Dispositions techniques et administratives
Annexe B : Arbitrage

CLAUSES GENERALES

TITRE I : FINANCEMENT DES PROJETS

ARTICLE 1 - ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE

L'engagement de la COMMUNAUTE, dont le montant est fixé pour chaque projet dans les clauses particulières de la convention, détermine la limite à l'intérieur de laquelle il est procédé à la liquidation et à l'ordonnancement des paiements correspondants, dans le cadre des marchés, contrats et devis dûment approuvés.

Tout dépassement de l'engagement de la COMMUNAUTE demeure à la charge du BENEFICIAIRE.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Dans le cas où la réalisation du PROJET dépend des engagements financiers sur ressources propres du BENEFICIAIRE ainsi qu'il est stipulé dans l'Annexe A, la mise à disposition des fonds de la SUBVENTION CEE, aux échéances fixées par l'Annexe A, est conditionnée par le respect des obligations qui incombent au BENEFICIAIRE.

ARTICLE 3 - MISE A DISPOSITIONS DES FONDS

Dans les limites de la SUBVENTION CEE, les demandes de retrait de fonds sont présentées par le BENEFICIAIRE suivant le rythme et aux époques fixées dans l'Annexe A et sur présentation de pièces justificatives quant aux paiements effectués au titre DU PROJET.

Toutefois, les marchés de fournitures et les contrats d'études peuvent prévoir, en faveur des titulaires, des paiements directs par la COMMISSION. Chaque marché ou contrat précise le rythme et les époques de ces paiements ainsi que les pièces justificatives à produire.

Par ailleurs, dans les projets exécutés sur devis, une première tranche de paiement qui, sauf disposition contraire de l'Annexe A, n'excède pas 20 % du montant du devis approuvé par la COMMISSION, peut être effectué au profit du BENEFICIAIRE afin de faciliter le démarrage du PROJET. Les autres tranches de paiement sont débloquées, à l'initiative du BENEFICIAIRE, sur justification des dépenses effectuées.

...

TITRE II - PASSATION DES MARCHES

ARTICLE 4 - MODE DE PASSATION

La procédure à appliquer préalablement à la passation des marchés de travaux ou de fournitures ainsi qu'à la conclusion des contrats de coopération technique est déterminée par l'Annexe A dans le cadre des principes énoncés ci-après.

ARTICLE 5 - PARTICIPATION A LA CONCURRENCE

1. Pour les interventions pour lesquelles la COMMUNAUTE est la seule source d'aide extérieure, la participation aux appels d'offres, marchés et contrats est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et sociétés relevant du domaine d'application du Traité instituant la Communauté Economique Européenne et à toutes les personnes physiques et sociétés du BENEFICIAIRE.

Cette participation peut également être étendue à d'autres pays en développement bénéficiaires de l'aide de la COMMUNAUTE au titre du programme visé à l'article 1 des clauses particulières et des deux programmes antérieurs.

2. Les mêmes règles s'appliquent également au cas où le financement de la COMMUNAUTE vient en concours avec d'autres sources financières.

Dans de tels cas de cofinancement, la participation de pays tiers aux appels d'offres, marchés et contrats ne peut être autorisée qu'après examen cas par cas au sein de la COMMUNAUTE.

ARTICLE 6 - EGALITE DES CONDITIONS

La COMMISSION et le BENEFICIAIRE prennent les mesures d'application propres à assurer l'égalité des conditions dans la participation aux appels à la concurrence, aux marchés et aux contrats financés par la COMMUNAUTE.

A cet effet, il est veillé notamment :

- a) à assurer simultanément par la voie du Journal Officiel des Communautés Européennes et du Journal Officiel du BENEFICIAIRE, ou par tout autre moyen d'information adéquat, la publication préalable des appels à la concurrence ;

...

- b) à prévoir des délais de soumission suffisants qui sont fixés de commun accord ;
- c) à éliminer toute pratique discriminatoire ou spécification technique de nature à faire obstacle à une participation, dans des conditions égales, de toutes personnes physiques et morales des Etats admis à participer en vertu de l'article 5 ;
- d) à établir des cahiers des charges conformes aux modèles couramment admis sur le plan international, tels que les Cahiers généraux des charges applicables dans les Pays en voie de développement bénéficiaires de l'aide de la COMMUNAUTE.

ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DES MARCHES DE TRAVAUX ET DE FOURNITURES

La COMMISSION et le BENEFICIAIRE s'assurent, pour chaque opération, que l'article 6 est respecté et que l'offre choisie est économiquement la plus avantageuse, compte tenu notamment des qualifications et des garanties présentées par les soumissionnaires, de la nature et des conditions d'exécution des travaux ou des fournitures, du prix des prestations, de leur coût d'utilisation et de leur valeur technique.

Le résultat des appels à la concurrence est publié dans les meilleurs délais au Journal Officiel des Communautés Européennes.

ARTICLE 8 - CONTRATS DE COOPERATION TECHNIQUE

1. Les contrats de coopération technique sont passés de gré à gré ou lorsque des motifs d'ordre technique, économique ou financier le justifient, après appel d'offres.
2. Pour chaque action de coopération technique, un ou plusieurs candidats sont sélectionnés à partir de critères garantissant leurs qualifications, expérience et indépendance et compte tenu de leur disponibilité pour l'action envisagée.
3. Les contrats sont élaborés, négociés et conclus soit par le BENEFICIAIRE, soit par la COMMISSION lorsque l'Annexe A le prévoit.
4. Dans le cas où les contrats sont élaborés, négociés et conclus par le BENEFICIAIRE, la COMMISSION sélectionne un ou plusieurs candidats à partir des critères visés au paragraphe 2.

...

Lorsqu'il est recouru à une procédure de gré à gré et que la COMMISSION a sélectionné plusieurs candidats, le BENEFICIAIRE choisit librement parmi ces candidats celui avec lequel il entend contracter.

Lorsqu'il est recouru à une procédure d'appel d'offres, le contrat est attribué à celui des candidats qui a remis l'offre jugée économiquement la plus avantageuse par le BENEFICIAIRE et la COMMISSION.

TITRE III - EXECUTION DES MARCHES

ARTICLE 9 - ETABLISSEMENT ET DROIT D'INSTALLATION

Les personnes physiques et morales qui participent aux marchés de travaux, de fournitures ou de prestations de services bénéficient, dans des conditions égales, d'un droit provisoire de séjour et d'installation si la nature du marché le justifie. Ce droit n'est acquis qu'au profit des unités techniques nécessaires à l'exécution des études préparatoires à l'établissement des offres ; il est maintenu jusqu'à expiration d'un délai d'un mois après la désignation du titulaire du marché.

Le titulaire du marché bénéficie de droits analogues pendant toute l'exécution du marché et jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la réception définitive.

Les personnes physiques et morales qui se sont établies pour l'exécution des travaux, fournitures ou prestations de services, auront la liberté absolue, si elles le désirent, de réexporter le matériel qu'elles ont importé à cette fin chez le BENEFICIAIRE.

ARTICLE 10 - ORIGINE DES MATERIELS, MATERIAUX ET FOURNITURES

Les matériels, matériaux et fournitures nécessaires à l'exécution des marchés doivent être, sauf dérogation autorisée par la COMMUNAUTE, d'origine des Etats admis à participer en vertu de l'article 5.

ARTICLE 11 - IMPORTATION ET REGIME DES CHANGES

LE BENEFICIAIRE s'engage à accorder les autorisations d'importation et d'acquisition des devises nécessaires à l'exécution des projets. Il s'engage également à appliquer la réglementation nationale en matière de change sans discrimination entre les Etats admis à participer en vertu de l'article 5.

ARTICLE 12 - REGIME FISCAL ET DOUANIER

Les impôts, droits et taxes sont exclus du financement de la COMMUNAUTE.

ARTICLE 13 - MODALITES DE PAIEMENT

1. Pour les marchés financés par la COMMUNAUTE, les offres sont libellées et les paiements effectués soit en ECU (European Currency Units) soit dans la monnaie du BENEFICIAIRE, soit dans la monnaie du pays du siège social de l'attributaire, soit dans la monnaie du pays producteur de la fourniture.
2. Lorsque les offres sont libellées en UCE, les paiements afférents à la créance sont effectués, s'il y a lieu, dans la monnaie indiquée dans le marché, sur la base de la contrevaieur de l'UCE le jour précédant le paiement.
3. La COMMISSION prend toutes dispositions utiles pour assurer, dans les meilleurs délais, l'exécution des paiements dus aux titulaires des marchés.

ARTICLE 14 - DIFFERENDS ENTRE LE BENEFICIAIRE ET L'ATTRIBUTAIRE

Les différends surgissant entre le BENEFICIAIRE et le titulaire d'un marché à l'occasion de l'exécution d'un marché financé par la COMMUNAUTE sont tranchés définitivement suivant le Règlement de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

TITRE IV - COLLABORATION ENTRE LA COMMISSION ET LES AUTORITES DU

BENEFICIAIRE

ARTICLE 15 - SUIVI DE L'EXECUTION

1. La COMMISSION a la faculté d'envoyer ses propres agents ou des mandataires dûment habilités, à l'effet d'accomplir toutes missions techniques, comptables et financières qu'elle jugera nécessaires pour suivre l'exécution du PROJET.

Le BENEFICIAIRE s'engage à fournir tous les renseignements, informations et documents qui lui seront demandés, ainsi qu'à prendre toutes mesures propres à faciliter le travail des personnes chargées des missions de contrôle. Il est

tenu informé de l'envoi sur place des agents visés ci-dessus.

2. LE BENEFCIAIRE

- a) conserve les dossiers et les comptes nécessaires à l'identification des travaux, fournitures ou services financés dans le cadre de la présente convention conformément aux meilleures procédures comptables en usage ;
- b) s'assure que les représentants de LA COMMISSION ont le droit d'inspecter tous documents ou pièces comptables relatifs aux actions financées dans le cadre de la présente convention et assiste la Cour des Comptes des Communautés Européennes dans les opérations de contrôle relatives à l'utilisation de LA SUBVENTION CEE.

ARTICLE 16 - SUIVI DES PROJETS

La COMMISSION suit l'exécution des projets, elle peut solliciter tout éclaircissement et, le cas échéant, convenir en accord avec le BENEFCIAIRE une nouvelle orientation considérée comme mieux adaptée aux objectifs à atteindre.

LE BENEFCIAIRE fait rapport à LA COMMISSION suivant une périodicité déterminée par l'Annexe A, pendant l'exécution du PROJET et après l'achèvement de celui-ci.

Au cas où un manquement à une obligation stipulée à la présente convention n'aurait pas fait l'objet de mesures de redressement en temps utile, LA COMMISSION peut suspendre le financement du PROJET.

TITRE V - DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

ARTICLE 17 - RENONCIATION PAR LE BENEFCIAIRE

LE BENEFCIAIRE peut, avec l'accord de LA COMMISSION, renoncer partiellement ou totalement à l'exécution du PROJET.

Un échange de lettres règle les modalités de cette renonciation.

ARTICLE 18 - MODIFICATION DES CLAUSES

Toute modification des clauses de la convention doit être décidée d'accord entre les parties signataires et ne peut être adoptée qu'après approbation écrite par celles-ci.

...

ARTICLE 19 - CONCERTATION - LITIGES

1. Toute question d'exécution ou d'interprétation qui ne serait pas réglée en application des dispositions de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le BENEFICIAIRE et la COMMISSION.
2. Tout litige concernant la présente convention qui ne serait pas résolu en application du paragraphe 1 du présent article fait l'objet d'une procédure d'arbitrage visée à l'Annexe B.

ARTICLE 20 - NOTIFICATIONS - ADRESSES

Toute notification ainsi que tout accord entre les parties prévus à ladite convention doivent faire l'objet d'une communication écrite faisant référence explicite au numéro et à l'intitulé du projet. Ces notifications ou accords sont faits par lettre envoyée à la partie habilitée à la recevoir et à l'adresse notifiée par cette partie. En cas d'urgence, les communications télégraphiques et par télex sont admises et réputées avoir été faites valablement, sous réserve d'une confirmation immédiate par lettre.

Les adresses sont précisées dans les Clauses particulières.

DISPOSITIONS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES

Bénéficiaire : République du Pérou

Titre du projet : Projet pilote d'irrigation MAJES

Numéro du projet : NA/83/10

1. CADRE ET OBJECTIF DU PROJET

Le présent projet-pilote vise la mise en irrigation et en culture d'environ 3.000 ha de la Pampa de MAJES dans la région d'Arequipa. Il représente la première tranche d'un plus vaste programme portant sur l'ensemble des pampas de Majes et Sigües dont les potentialités globales sont de l'ordre de 60.000 ha irrigués.

Le caractère pilote de ce projet ne porte pas tant sur les spéculations agricoles et d'élevage déjà pratiquées avec succès dans des périmètres irrigués voisins de la région, que sur le mode de faire-valoir de ces terres nouvelles, soit la petite propriété paysanne individuelle de 4,7 ha en conformité avec la Loi de Réforme Agraire du Pérou.

En résumé, il consiste en un renforcement des moyens techniques et financiers mis par le Gouvernement du Pérou à la disposition de l'organisme national responsable de ce programme de mise en valeur, l'Autoridad Autonoma del Proyecto MAJES (AUTODEMA).

2. COUT ET FINANCEMENT DU PROJET

Le coût total du projet-pilote est estimé à 15,3 millions dollars USA (approx. 17 millions d'ECU), dont le financement est assuré à raison de 5,6 millions d'ECU par la CEE (subvention non remboursable), 2,7 milliards de lires italiennes (approx. 2,0 millions d'ECU) par l'aide bilatérale de la République d'Italie et 8,5 millions de dollars USA (approx. 9,4 millions d'ECU) par le Gouvernement péruvien (budget national et budget AUTODEMA).

3. DETAILS DU PROJET

3.1 Localisation et durée du projet

Le projet-pilote sera réalisé dans la Pampa de MAJES, située près de la ville d'Arequipa. Sa période d'exécution s'étendra sur environ 4 ans à partir de la signature de la présente Convention.

3.2 Contenu du projet

Le projet comporte notamment :

- la création d'environ 600 fermes individuelles à dominante élevage de 4,70 ha chacune, dotées d'un équipement mobile d'irrigation par aspersion, ainsi que d'un troupeau moyen de 7 vaches ;
- la création de deux centres regroupant les services administratifs et sociaux des villages prévus à ce stade et qui comportent des équipements (eau, électricité, voirie) et des constructions classiques, à savoir : école primaire et école secondaire, dispensaire, bâtiments pour les services administratifs et techniques, atelier mécanique, marchés, etc ...

- la fourniture d'équipements, notamment pour les travaux agricoles et l'irrigation ;
- la mise en place d'un encadrement technique renforcée par une équipe d'A.T. européenne (2 techniciens + un administrateur). Des missions d'appui et des études sur des problèmes spécifiques sont aussi prévues ;
- le recours au crédit agricole pour les travaux de mise en culture des fermes, les intrants agricoles, l'acquisition de vaches laitières ;
- une participation dégressive aux charges de fonctionnement du projet.

Il convient de souligner que le but essentiel des financements extérieurs est la constitution d'une dotation initiale dont la récupération et/ou le renouvellement doivent non seulement permettre la mise en oeuvre du présent projet, mais aussi et surtout amorcer les extensions futures:

Entrent dans ce cadre :

- les sommes récupérées au titre des paiements des prestations fournies par les équipements agricoles (travaux agricoles et transport)
- les sommes récupérées au titre des paiements des équipements individuels d'irrigation ainsi que celles destinées à la mise en place des troupeaux individuels de vaches laitières.

3.3 Coût du projet

Les estimations du coût du projet sont résumées dans le tableau suivant qui indique d'une part les montants prévus aux principales rubriques et d'autre part la répartition des financements entre l'aide extérieure (CEE et Italie) et le Gouvernement Péruvien (Autodema).

...

000' US \$

ACTIVITES	TOTAL	AUTODEMA	ITALIE	C.E.E.
1. Centres administratifs & sociaux	<u>2.700</u>			
a. Construction & équipements	1.100	1.100		
b. Adduction d'eau, électricité, voirie	1.300	1.300		
c. Fournitures	300		300	
2. Equipement et fourniture pour l'agriculture	<u>1.915</u>			
a. Centre de mécanisation	1.300	150	1.150 ^{*)}	
b. Services d'encadrement	120	20	100 ^{*)}	
c. Coopérative de services	180	30	150 ^{*)}	
d. Réseau général d'irrigation (répartiteurs-prises, etc...)	315	15		300
3. Equipements au niveau de la ferme (crédit agricole)	<u>7.000</u>			
a. Equipements individuels d'aspersion	2.300	700		1.600 ^{*)}
b. Intrants, étales, divers	3.100	3.100		
c. Troupeaux vaches laitières	1.600	800		800 ^{*)}
4. Assistance technique	<u>1.250</u>			1.250
5. Frais de fonctionnement	<u>1.350</u>	750		600
6. Divers et imprévus	<u>1.070</u>	485	100	485
T O T A U X	15.285	8.450	1.800 (1)	5.035 (2)

*) Participation à la constitution d'un fonds de roulement

(1) 2,7 milliards Lires italiennes = approx. 1,8 millions \$ USA

(2) 5,6 millions ECU = approx. 5 millions \$ USA

A noter que la proportion coûts extérieurs/coûts locaux du projet global est de l'ordre de 1 à 3, la participation de l'aide extérieure portant principalement sur les premiers.

3.4 Structure d'exécution/gestion du projet

Le projet sera géré par la "Autoridad Autonoma del Proyecto MAJES" (AUTODEMA) qui est un organisme public dépendant directement de la présidence du Conseil des Ministres et disposant de l'autonomie technique, économique et administrative. Cet organisme est responsable de l'attribution des lots suivant des normes strictes de compétence et d'estimation des priorités. Les fonds de roulement qui seront constitués au titre du présent projet (équipements individuels, travaux agricoles, etc ...) feront l'objet d'un compte spécial ouvert auprès de la Banque Nationale de Développement. L'assistance technique qui sera intégrée à la hiérarchie d'Autodema participera en co-responsabilité à la direction et à la gestion du présent projet.

3.5 Modalités de mise en oeuvre

- Le personnel d'assistance technique, ainsi que celui chargé des études complémentaires sera recruté sur proposition de la Commission, en accord avec Autodema. Les contrats d'assistance ou d'étude à établir par la Commission feront l'objet de négociations de gré à gré.
- En plus de la gestion se rapportant à sa propre contribution financière au projet, la CEE assurera également, par l'intermédiaire de l'Assistance technique mise en place pour la direction du projet, la gestion des fonds affectés par l'Italie à ce projet pour la fourniture d'équipements.

Celle-ci donnera lieu à des appels d'offres qui seront réservés aux fabricants et fournisseurs italiens et soumis à la procédure particulière suivante, consignée dans un échange de lettres entre la CEE et le Gouvernement italien :

- préparation du dossier par la direction du projet
 - lancement de l'appel d'offres par le Gouvernement péruvien en accord avec le Gouvernement italien
 - dépouillement et recommandation par la direction du projet
 - choix des fournisseurs et passation des marchés par le Gouvernement péruvien assisté par la direction du projet et avec approbation du Gouvernement italien
 - établissement du programme de livraison par la direction du projet
 - règlement par la Commission au nom du Gouvernement italien sur avis de la direction du projet.
- Les fournitures et équipements relevant de la contribution communautaire feront l'objet d'appels d'offres internationaux ouverts aux ressortissants des pays membres de la CEE et à ceux du PEROU. Toutefois, en fonction de la nature et de l'importance des lots et/ou des urgences, la Commission pourra autoriser des appels d'offres publiés localement et/ou des consultations restreintes.

Compte tenu de leur nature et de leur dimension, les travaux seront, soit réalisés en régie administrative, soit confiés à l'entreprise, après appels d'offres publiés localement.

Toutes les autres dépenses relevant des participations extérieures feront l'objet de devis prévisionnels périodiques rendus exécutoires sur approbation de la Commission.

La participation communautaire pour doter les fermiers d'un troupeau de vaches laitières sera versée à Autodema en espèces pour un montant égal à la contrepartie qui sera affectée à cette même rubrique par le gouvernement du PEROU. Ces sommes, ainsi que celles récupérées en paiement des équipements individuels d'irrigation seront versées sur le compte ouvert à cet effet auprès de la Banque Nationale de Développement (BND) et qui, au titre du crédit agricole, sera réservé à l'extension du présent projet.

- Autodema adressera à la Commission, avec une périodicité de 6 mois, des rapports d'exécution permettant notamment d'apprécier :
 - . l'état d'avancement et les coûts des travaux réalisés,
 - . la situation des fonds de roulement en voie de constitution et relevant du crédit agricole,
 - . la situation des fonds d'amortissement permettant le renouvellement des principaux équipements agricoles.

3.6 Modalités de paiement

Les paiements relatifs à l'Assistance Technique seront effectués directement par la Commission. Ainsi en sera-t-il des fournitures extérieures sur avis d'Autodema.

Quant aux coûts locaux relevant du financement extérieur, les paiements seront effectués par Autodema, en conformité avec les devis prévisionnels et calendriers de paiement approuvés préalablement par la Commission.

Sans préjudice de l'article 3, Titre I des clauses générales, une avance correspondant à la contribution financière de la CEE pour les six premiers mois pourra être payée, dans la monnaie choisie par le Bénéficiaire, à la signature de la présente Convention de financement.

Tout ordre de paiement local pour l'exécution des activités prévues sur financement extérieur devra revêtir la double signature du directeur péruvien et du co-directeur expatrié du projet.

4. CONDITIONS PARTICULIERES

En exécution de la présente Convention de financement, le Bénéficiaire s'engage, par l'intermédiaire d'AUTODEMA et sur son propre budget, à mobiliser les fonds de contre-partie prévus au projet et, en tout état de cause, à absorber tout dépassement de coûts des actions pour lesquelles la contribution financière de la CEE est limitée au maximum indiqué (exprimé en ECU) à la présente Convention de financement. En outre, il veillera à ce que la mise en valeur des potentialités globales des pampas de Majes et Siguas tienne compte de l'expérience et des enseignements dérivés du présent projet-pilote, axé sur la petite entreprise paysanne plutôt que sur l'exploitation industrielle.

AUTODEMA s'engage, dans le cadre de ce projet :

- à mettre à disposition le personnel local nécessaire et la contre-partie financière prévue sur son propre budget;
- à appliquer un prix de cession des terres acceptable et basé sur la récupération des seuls investissements hydro-agricoles, les investissements hydrauliques majeurs devant être imputés, de même que leur coût d'entretien, à la production d'énergie électrique éventuelle prévue ;
- à établir un prix de cession de l'eau d'irrigation qui tienne compte seulement du coût d'entretien des mêmes infrastructures hydro-agricoles ;
- à donner la préférence, lorsqu'applicable, dans l'attribution des lots de toute extension future du présent projet-pilote, aux paysans qui auront contribué à la main-d'oeuvre d'appoint salariée nécessaire à sa mise en oeuvre.

ANNEXE B

ARBITRAGE

A. Tout litige entre les parties, qui n'est pas réglé en application de la procédure prévue à l'article 19 de la Convention, est soumis à arbitrage par un Tribunal arbitral prévu ci-après.

B. Les parties à cet arbitrage sont d'une part le BENEFCIAIRE et d'autre part la COMMISSION.

Le tribunal arbitral est composé de trois arbitres nommés de la façon suivante :

- un arbitre est nommé par le BENEFCIAIRE,
- un deuxième arbitre est nommé par la COMMISSION,
- le troisième arbitre (désigné parfois ci-après comme "LE PRESIDENT") est nommé par accord des parties ou, en cas de désaccord, par le Secrétaire général des Nations Unies.

Si l'une des parties est défaillante pour nommer un arbitre, celui-ci est nommé par le PRESIDENT.

Au cas où un arbitre nommé conformément à la présente disposition se déporte, décède ou est frappé d'incapacité, un remplaçant est nommé conformément aux règles prescrites ci-dessus pour la nomination de l'arbitre initial ; cet arbitre remplaçant a tous les pouvoirs et les responsabilités de l'arbitre initial.

CONVENIO DE FINANCIACION

entre la

COMUNIDAD ECONOMICA EUROPEA

y la

REPUBLICA DEL PERU

Proyecto Piloto de Irrigación MAJES

CONVENIO DE FINANCIACION

La Comisión de las Comunidades Europeas, a continuación denominadas "LA COMISION" actuando por cuenta de la Comunidad Económica Europea (CEE), a continuación denominada "LA COMUNIDAD")

de una parte, y

La República del Perú, a continuación denominada "EL BENEFICIARIO"

de otra parte,

HAN CONVENIDO LO SIGUIENTE :

El Proyecto descrito en el artículo 1 de este documento se ejecutará mediante el presupuesto de LA COMUNIDAD de conformidad con las cláusulas a seguir.

El presente Convenio comprende :

- disposiciones tituladas Cláusulas Generales que describen el marco general,
- disposiciones tituladas Cláusulas Particulares y Disposiciones Técnicas y Administrativas (Anexo A) que se aplican al proyecto previsto en el artículo 1 de este Convenio.

Las cláusulas particulares y las disposiciones técnicas y administrativas modifican o complementan las cláusulas generales y prevalecerán sobre estas últimas en caso de conflicto.

CLAUSULAS PARTICULARES

ARTICULO 1. NATURALEZA Y OBJETO DE LA INTERVENCION

A titulo de su programa 1983, LA COMUNIDAD contribuye mediante subvención, a la financiación del siguiente proyecto:

Proyecto n° NA/83/10

Titulado: Proyecto Piloto de Irrigación MAJES (a continuación denominado "EL PROYECTO").

ARTICULO 2. COMPROMISO DE LA COMUNIDAD

El compromiso de la Comunidad se fija en 5.600.000 ECUS

(a continuación denominados "LA SUBVENSION CEE").

ARTICULO 3. DIRECCIONES

La correspondencia relativa a la ejecución de este Convenio deberá ser referida explícitamente al número y al título del Proyecto y dirigida validamente a:

a) Para la COMUNIDAD:

Commission des Communautés Européennes,
Direction Général du Développement,
Rue de la loi, 200,
B-1049 BRUSELAS

Dirección telegráfica: "COMEUR BRUXELLES"
Telex: 321877 COMEU B".

b) Para el BENEFICIARIO:

Ministerio de Asuntos Exteriores
LIMA (Perú).

ARTICULO 4. NUMERO DE EJEMPLARES

Este Convenio está establecido en dos ejemplares en el idioma francés, teniendo ambos valor de original.

ARTICULO 5. ENTRADA EN VIGENCIA

Este Convenio entrará en vigor a partir de la fecha en la que ambas Partes lo hayan suscrito.

Los anexos formarán parte integral del presente Convenio.

Hecho en Bruselas
el 7 de marzo, de 1984

Hecho en Bruselas
el 7 de marzo, de 1984

LA COMUNIDAD ECONOMICA
EUROPEA

EL BENEFICIARIO

Anexo A : Disposiciones Técnicas y Administrativas
Anexo B : Arbitraje

CONDICIONES GENERALES

TITULO I : FINANCIACION DE PROYECTOS

ARTICULO 1 : COMPROMISO DE LA COMUNIDAD

El compromiso de LA COMUNIDAD, cuyo importe se fijará para cada proyecto dentro de las condiciones particulares del Convenio, determinará el límite dentro del cual se procederá a liquidar y pagar los pagos correspondientes, en el marco de los contratos públicos y contratos y estimaciones presupuestarias debidamente aprobados.

El BENEFICIARIO correrá con todo gasto que exceda aquel del compromiso de la COMUNIDAD.

ARTICULO 2 : COMPROMISO DEL BENEFICIARIO

Cuando la ejecución del Proyecto depende de compromisos financieros que proceden de recursos propios del BENEFICIARIO según se estipula en el Anexo A, el desembolso de los fondos de la SUBVENCION CEE, dentro de los plazos que el Anexo A ha fijado, estará sujeto al cumplimiento de las obligaciones que incumben al BENEFICIARIO.

ARTICULO 3 : DESEMBOLSOS

Dentro de los límites de la SUBVENCION CEE, será el BENEFICIARIO quien presente las solicitudes de desembolso según el ritmo y en los plazos que estipula el Anexo A, acompañados por comprobantes relativos a los pagos realizados en cuando al PROYECTO.

Sin embargo, los contratos de suministro y los contratos de estudios podrán prever pagos directos por la COMISION a favor de sus titulares. Cada contrato público o contrato indicará el ritmo, el plazo de los pagos y los comprobantes que se deberán presentar.

Por otra parte, para facilitar el inicio del Proyecto se podrá realizar a favor del BENEFICIARIO un primer pago que no exceda el 20% del monto del presupuesto que ha sido aprobado por la COMISION en los proyectos que han sido ejecutados en base a

estimaciones, salvo disposición contraria del Anexo A. Los pagos restantes serán liberados a iniciativa del BENEFICIARIO, previa justificación de los gastos efectuados.

TITULO II : CONTRATACION PUBLICA

ARTICULO 4 : PROCEDIMIENTO DE CONTRATACION

Previa a la conclusión de los contratos públicos de obras o de suministros o a la conclusión de contratos de cooperación técnica, se seguirá el procedimiento que se determina en el Anexo A y los principios que se detallan a seguir.

ARTICULO 5 : PARTICIPACION EN LICITACIONES

1. Para intervenciones en las que la COMUNIDAD sea la única fuente de ayuda externa, la participación en las licitaciones, contratos públicos y contratos estará abierta, en igualdad de condiciones, a todas las personas físicas y sociedades sujetas al ámbito de aplicación del Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y a todas las personas físicas y sociedades del BENEFICIARIO.

Dicha participación igualmente se podrá extender a otros países en vías de desarrollo que se beneficien de la asistencia de la COMUNIDAD, dentro del programa previsto en el Artículo 1 de las cláusulas particulares y de los dos programas anteriores.

2. Estas reglas se aplicarán por igual si la COMUNIDAD co-financia con otras fuentes financieras.

ARTICULO 6 : IGUALDAD DE CONDICIONES

La COMISION y el BENEFICIARIO adoptarán las medidas de aplicación necesarias para garantizar la igualdad de condiciones en la participación en los anuncios de licitación, contratos públicos y en los contratos financiados por la COMUNIDAD.

A tales efectos, se asegurará en particular :

- a) a garantizar simultáneamente la publicación previa de los anuncios de licitación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas y en el Diario Oficial del BENEFICIARIO, o en cualquier otro medio de información adecuado;
- b) a establecer plazos de presentación suficientes que se fijarán de común acuerdo;
- c) a eliminar toda práctica discriminatoria o especificación técnica que perjudique la participación en igualdad de condiciones de todas las personas físicas y jurídicas de los Estados admitidos a participar de conformidad con el Artículo 5;
- d) a establecer pliegos de condiciones de acuerdo a los modelos internacionales en uso, como los pliegos de condiciones generales que se aplican en los países en vías de desarrollo que se benefician de la ayuda de la CEE.

ARTICULO 7 : ADJUDICACION DE CONTRATOS PUBLICOS DE OBRAS Y SUMINISTROS

La COMISION y el BENEFICIARIO asegurarán, para cada operación, que se respete lo que estipula el Artículo 6 y que la oferta seleccionada sea económicamente la más ventajosa, teniendo en cuenta, en particular, las calificaciones y garantías ofrecidas por los licitantes, la naturaleza y las condiciones de ejecución de las obras o de los suministros, el precio de las prestaciones, su costo de utilización y su valor técnico.

El resultado de las licitaciones deberá ser publicado en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas lo antes posible.

ARTICULO 8 : CONTRATOS DE COOPERACION TECNICA

- 1. Los contratos de cooperación técnica se concluirán previa licitación o, cuando razones técnicas, económicas o financieras lo justifiquen, por acuerdo mutuo.

2. Para cada acción de cooperación técnica, uno o más candidatos serán seleccionados en base a criterios que garanticen sus calificaciones, experiencia e independencia y además considerando su disponibilidad para la acción contemplada.
3. Los contratos serán elaborados, negociados y concluidos ya sea por el BENEFICIARIO o por la COMISION, cuando el Anexo A así lo prevea.
4. Cuando los contratos sean elaborados, negociados y concluidos por el BENEFICIARIO, la COMISION elegirá uno o varios candidatos en base a los criterios que se contemplan en el apartado 2.

Cuando se recurra a un procedimiento de mutuo acuerdo y la COMISION haya seleccionado a varios candidatos, el BENEFICIARIO escogerá libremente al candidato con el cual propone celebrar el contrato.

Cuando se recurra a un procedimiento de licitación, el contrato será adjudicado al candidato que haya presentado la oferta considerada económicamente más ventajosa para el BENEFICIARIO y la COMISION.

TITULO III : EJECUCION DE CONTRATOS

ARTICULO 9 : ESTABLECIMIENTO Y DERECHO A INSTALARSE

Las personas físicas y jurídicas que participen en contratos de obras, suministros y servicios públicos serán beneficiarios en las mismas condiciones de un derecho provisional de estancia e instalación si la naturaleza del contrato lo justifica. Solo el personal técnico necesario para la ejecución de los estudios preparatorios para formular licitaciones se podrá beneficiar de este derecho; se mantendrá hasta que expire el plazo de un mes después de la designación del titular del contrato público.

El titular del contrato gozará de derechos similares durante toda la ejecución del contrato y hasta un mes después de la recepción definitiva.

Las personas físicas y jurídicas que se han establecido para la ejecución de las obras, servicios o suministros, gozarán de absoluta libertad, si así lo desean, de reexportar los materiales que estos hayan importado para esos fines en el país del BENEFICIARIO.

ARTICULO 10 : **ORIGEN DE MATERIAS, MATERIALES Y SUMINISTROS**

Los materias, materiales y suministros necesarios para la ejecución del contrato deberán ser, salvo cuando la COMUNIDAD autorice lo contrario, originarios de los Estados admitidos a participar en virtud del Artículo 5.

ARTICULO 11 : **IMPORTACION Y REGIMEN DE CAMBIOS**

El BENEFICIARIO se compromete a extender los correspondientes permisos de importación y de compra de divisas necesarias para la ejecución de los proyectos. Asimismo, se compromete a aplicar el reglamento nacional en materia de cambios sin discriminar entre los Estados admitidos a participar en virtud del Artículo 5.

ARTICULO 12 : **REGIMEN FISCAL Y ADUANERO**

Impuestos, derechos y arbitrios serán excluidos del financiamiento de la COMUNIDAD.

ARTICULO 13 : **MODALIDADES DE PAGO**

1. Para contratos públicos financiados por la COMUNIDAD, las ofertas se llevarán a cabo y los pagos se realizarán en unidades de cuenta europeas (ECU), salvo en el caso de concurso restringido en el país beneficiario donde los oferentes pueden realizar la oferta en la divisa del BENEFICIARIO.
2. Los pagos se realizarán en ECU. Si los contratos se realizan en otras divisas, los pagos se harán en esa divisa o en ECU. La conversión en ECU se hará en base al tipo de cambio que ha sido fijado para el primer día laboral del mes de la fecha de la factura.

3. La COMISION adoptará todas las medidas que sean necesarias para asegurar la ejecución de los pagos debidos a los titulares de los contratos en el plazo mas breve posible.

ARTICULO 14 : CONTROVERSIAS ENTRE EL BENEFICIARIO Y EL ADJUDICATARIO

Las controversias que surjan entre el BENEFICIARIO y el titular de un contrato durante la ejecución de un contrato financiado por la COMUNIDAD, serán definitivamente resueltas según el Reglamento de conciliación y arbitraje de la Cámara Internacional de Comercio.

TITULO IV : COLABORACION ENTRE LA COMISION Y LAS AUTORIDADES DEL BENEFICIARIO

ARTICULO 15 : SEGUIMIENTO DE LA EJECUCION

1. La COMISION estará facultada para enviar a sus propios agentes o representantes debidamente autorizados para que desempeñen cualquier misión técnica, contable y financiera que considere necesaria para seguir la ejecución del PROYECTO.

El BENEFICIARIO se compromete a proporcionar toda información y los documentos que le soliciten y tomará todas las medidas que sean adecuadas para facilitar la labor de las personas encargadas de las misiones de control. Se le informará acerca del envío in situ de los agentes arriba mencionados.

2. El BENEFICIARIO
 - a) conservará expedientes y cuentas necesarias para identificar las obras, servicios y suministros financiados dentro del marco de este Convenio y según la mejor gestión contable en uso;
 - b) asegurará que los representantes de la COMISION tengan el derecho de inspeccionar todo documento contable relativo a las acciones financiadas dentro del marco de este Convenio y asistirá al Tribunal de Cuentas de las Comunidades Europeas en las operaciones de control relativas a la utilización de la SUBVENCION de la COMUNIDAD.

ARTICULO 16 : SEGUIMIENTO DEL PROYECTO

La COMISION seguirá la ejecución de los proyectos. Podrá solicitar cualquier aclaración y, en su caso, podrá convenir de acuerdo con el BENEFICIARIO, una nueva orientación que se considere mejor adaptada a los objetivos a lograr.

El BENEFICIARIO informará a la COMISION con la frecuencia que el Anexo A haya estipulado, durante el periodo de la ejecución del PROYECTO y tras la conclusión del mismo.

En caso que el incumplimiento de una obligación que ha sido estipulada en el presente Convenio no haya sido rectificadas a su debido momento, la COMISION podrá suspender la financiación del PROYECTO.

TITULO V : DISPOSICIONES GENERALES Y FINALES

ARTICULO 17 : RENUNCIA DEL BENEFICIARIO

El BENEFICIARIO podrá, de acuerdo con la COMISION, renunciar total o parcialmente a la ejecución del PROYECTO.

Un intercambio de notas definirá las modalidades de dicha renuncia.

ARTICULO 18 : MODIFICACIONES DE LAS CONDICIONES

Cualquier modificación de las condiciones del contrato será decidido entre las partes signatarias y solo será adoptada cuando haya sido aprobada por escrito por ambas Partes.

ARTICULO 19 : CONCERTACION - LITIGIOS

1. Cualquier cuestión sobre la ejecución o interpretación que no haya sido resuelta según lo establecido en este Convenio, será objeto de una concertación entre el BENEFICIARIO y la COMISION.
2. Cualquier litigio concerniente a este Convenio que no se haya resuelto según lo que establece el párrafo 1 de este artículo será sometido al procedimiento de arbitraje que se contempla en el Anexo B.

ARTICULO 20 : NOTIFICACIONES - DIRECCIONES

Cualquier notificación y cualquier acuerdo entre las Partes previstos en dicho Convenio deberán ser objeto de comunicación escrita que haga referencia explícita al número y título del Proyecto. Dichas notificaciones o acuerdos se realizarán por carta enviada a la parte autorizada a recibirla y a la dirección indicada por dicha parte. En caso de urgencia, se permitirán y aceptarán como válidas las comunicaciones telegráficas o por telex, siempre y cuando sean confirmadas inmediatamente por carta.

En las Condiciones Especiales se especifican direcciones.

DISPOSICIONES TECNICAS Y ADMINISTRATIVAS

Beneficiario : República del Perú
Titulo del Proyecto : Proyecto Piloto de Irrigación de MAJES
Número del Proyecto : NA/83/10

1. OBJETIVOS DEL PROYECTO

Este proyecto piloto aspira irrigar y cultivar 3000 hectáreas de la Pampa de MAJES en la región de Arequipa. Representa la primera cuota de un programa mas vasto que abarca el total de las pampas de Majes y Siguan y cuyo potencial global es del orden de 60.000 hectáreas irrigadas.

El carácter piloto de este proyecto no tiene tanto efecto sobre las especulaciones agrícolas y ganaderas que ya se practican con éxito dentro del perímetro irrigado vecino a la región, como sobre el modo de hacer valer estas nuevas tierras, sobre la pequeña propiedad paisana individual de 4,7 hectáreas de conformidad con la Ley de Reforma Agraria del Perú.

En resumen, consiste en reenfocar los medios técnicos y financieros puestos a disposición del organismo nacional responsable de hacer valer este programa, La Autoridad Autónoma del Proyecto MAJES (AUTODEMA), por el Gobierno del Perú.

2. COSTO Y FINANCIACION DEL PROYECTO

El costo total del proyecto piloto se estima en 15,3 millones de dólares USA (aprox.17 millones de ECUS), donde se garantiza una financiación a razón de 5,6 millones de ECUS por parte de la CEE (subvención no reembolsable) 2,7 millones de liras italianas (aprox. 2,0 millones de ECUS) como ayuda bilateral de la República Italiana y 8,5 millones de dólares USA (aprox. 9,4 millones de ECUS) del Gobierno Peruano (presupuesto nacional y presupuesto AUTODEMA).

3. DESCRIPCION DEL PROYECTO

3.1 Ubicación y Duración del Proyecto

El proyecto piloto se realizará en la Pampa de MAJES, situada cerca de Arequipa. Su periodo de ejecución será alrededor de 4 años a partir del momento de la suscripción del presente Convenio.

3.2 Contenido del Proyecto

El proyecto incluye:

- Crear cerca de 600 granjas individuales de 4,70 hectáreas cada una, principalmente para la crianza, dotadas de un equipo móvil de irrigación por aspersión y con rebaño medio de 7 vacas;

- Crear dos centros que reagrupen los servicios administrativos y sociales de la aldea previstos para esta etapa, que aporten suministros (agua, electricidad, basurales), y construcciones clasificadas, como: escuela primaria y secundaria, dispensaría, edificios para servicios administrativos y técnicos, taller mecánico, mercado, etc...
- Suministrar equipos, sobre todo para trabajos agrícolas y de irrigación;
- Colocar a un grupo técnico reenforcado por un equipo de A.T. europeo (2 técnicos y un administrador). Se prevee también misiones de apoyo y de estudios sobre problemas específicos;
- Recurrir al crédito agrícola para obras que culturicen a las granjas, agregados agrícolas y la compra de vacas lecheras;
- Una participación que disminuya los cargos del funcionamiento del proyecto.

Conviene subrayar que el objetivo principal del financiamiento exterior es la constitución de una dotación inicial para recuperar y/o renovar lo debido y no solo permitir que este proyecto inicie sino también y sobretodo amortiguar futuras extensiones.

Entran dentro de ese grupo:

- Las sumas recuperadas a título de los pagos por prestaciones ofrecidas por el equipo agrícola (trabajos agrícolas y transporte)
- Las sumas recuperadas a título de pagos por suministros individuales de irrigación y los destinados a colocar al rebaño de vacas lecheras en su sitio.

3.3 Costo del Proyecto

Las estimaciones del costo del proyecto se resumen en la siguiente tabla que indica los montos previstos en las principales rubricas y la repartición del financiamiento entre la ayuda exterior (CEE e Italia) y el Gobierno del Perú (AUTODEMA).

000' US \$

ACTIVIDADES	TOTAL	AUTODEMA	ITALIA	C.E.E.
1. Centro Administrativo y Social	<u>2.700</u>			
a. Construcción y suministros	1.100	1.100		
b. Derivación de aguas, electricidad y basurales	1.300	1.300		
c. Suministros	300		300	
2. Equipo y Suministro para Agricultura	<u>1.915</u>			
a. Centro de Mecanización	1.300	150	1.150*	
b. Servicios de Encuadernación	120	20	100	
c. Cooperativa de Servicios	180	30	150*	
d. Red general de irrigación	315	15		300
3. Suministros al nivel de la clausura (crédito agrícola)	<u>7.000</u>			
a. suministro individual de aspersión	2.300	700		1.600*
b. agregados, establos, varios	3.100	3.100		
c. Rebaño de vacas lecheras	1.600	800		800*
4. Asistencia técnica	<u>1.250</u>			1.250
5. Gastos de Funcionamiento	<u>1.350</u>	750		600
6. Varios e imprevistos	<u>1.070</u>	485	100	485
	<u>15.285</u>	<u>8.450</u>	<u>1.800 (1)</u>	<u>5.035 (2)</u>

* Participación para la constitución de un fondo de gastos corrientes

(1) 2,7 billones de Liras italianas = aprox. 1,8 millones de US\$

(2) 5,6 millones de ECU = aprox. 5 millones de US\$

Observe que la proporción del costo exterior/costo local del proyecto global es de 1 a 3, la participación de asistencia exterior recae principalmente sobre los principales.

3.4 Estructura de Ejecución y Gestión del Proyecto

La "Autoridad Autónoma del Proyecto MAJES" (AUTODEMA), será quien administre el proyecto. Este Organismo público depende directamente de la presidencia del Consejo General de Ministros y goza de autonomía técnica, económica y administrativa. Es responsable de la atribución de lotes según estrictas normas de jurisdicción y estimación de prioridades. Los fondos de gastos corrientes que serán constituidos a título de este proyecto (suministros individuales, trabajos agrícolas, etc.), serán objeto de una cuenta especial abierta en el Banco Nacional de Desarrollo. La ayuda técnica que será integrada a la jerarquía de AUTODEMA participará en co-responsabilidad de la dirección y de la gestión del presente proyecto.

3.5 Modalidad de Aplicación

--- El personal de asistencia técnica y el encargado de los estudios complementarios serán contratados por sugerencia de la COMISION, de acuerdo con AUTODEMA. Los contratos de asistencia o de estudios que serán establecidos por la COMISION serán objeto de negociaciones entre las partes.

--- Además de la gestión se rendirá como su propia contribución financiera para el proyecto, igualmente la CEE asegurará a través de la Asistencia Técnica destinada por la dirección del proyecto, la gestión de fondos asignados por Italia para este proyecto para la provisión de suministros.

Estos darán lugar a licitaciones que serán reservadas para los fabricantes y proveedores italianos y según el siguiente proceso especial, consignados dentro de un intercambio de Notas entre la CEE y el Gobierno Italiano:

- elaborar un expediente por la dirección del proyecto
- publicar las licitaciones del Gobierno del Perú de conformidad con el Gobierno de Italia
- exámenes y recomendaciones por la dirección del proyecto
- seleccionar proveedores y otorgar la compra por el Gobierno de Perú asistido por la dirección del proyecto y con la aprobación del Gobierno Italiano
- establecer un programa de entrega por la dirección del proyecto
- reglamentos por la Comisión a nombre del Gobierno de Italia sobre aviso de la dirección del proyecto.

--- Las provisiones y suministros relativos a la contribución de la Comunidad serán objeto de licitaciones internacionales sujetas a la jurisdicción de los países miembros de la CEE y del Perú. Sin embargo, en función de la naturaleza y de la importancia de los lotes y/o de la urgencia, la comisión podrá autorizar licitaciones publicas locales y/o consultas limitadas.

Considerando su naturaleza y dimensión, los trabajos serán, sea bien realizados por la administración o confiados a la empresa, después de las licitaciones publicas locales.

Todo otro gasto relativo a la participación exterior será objeto de estimaciones periódicas que se ejecutarán bajo la aprobación de la Comisión.

La participación de la Comunidad para dotar a la granjas de un rebaño de vacas lecheras será depositada a AUTODEMA en ganadería, por una suma igual a la contra parte que será hecha para este mismo rubro por el Gobierno del Perú. Dichas sumas y aquellas recuperadas por pagos de suministros individuales de irrigación se depositarán en la cuenta abierta para este fin en el Banco Nacional de Desarrollo (BND), quien a título del crédito agrícola se reservará para extender el presente proyecto.

--- Periódicamente cada seis meses AUTODEMA enviará a la Comisión informes de la ejecución que permitan apreciar notablemente:

- el estado de desarrollo y las cuentas de los trabajos realizados;
- el estado de los fondos rotativos a disposición de la constitución y relativos al crédito agrícola;
- el estado de los fondos de amortización que permitirán que se renueven los principales suministros agrícolas.

3.5 MODALIDAD DE PAGO

Los pagos relativos a la asistencia técnica los realizará la Comisión directamente. Los mismo ocurrirá con los suministros exteriores por dictamen de AUTODEMA.

En cuando a los gastos locales relativos al financiamiento exterior, será AUTODEMA quien realice los pagos según las medidas provisionales y al calendario de pagos antes aprobados por la COMISION.

Sin perjuicio al artículo 3 del Capítulo I de las Cláusulas Generales, se podrá pagar un adelanto que corresponda a la contribución financiera de la CEE para los seis primeros meses en la moneda que el Beneficiario escoja en el momento de suscripción de este Convenio

Cualquier orden de pago local para la ejecución de las actividades previstas por financiamiento exterior llevará obligatoriamente la firma en duplicado del director peruano y del codirector del proyecto.

4. CONDICIONES PARTICULARES

En la ejecución de este Convenio de financiación, el Beneficiario se compromete, a través de AUTODEMA y con su propio presupuesto, a movilizar los fondos de la contra parte previstos para el proyecto, en todo caso, a absorber todo exceso de costos de acciones por las cuales la contribución financiera de la CEE este limitada a un máximo indicado (en ECUS) para este Convenio de financiación.

Además, vigilará para que la valorización del potencial global de las pampas de Majes y Siguaná gocen de la experiencia y de las enseñanzas del presente proyecto-piloto, dirigido a las pequeñas empresas campesinas y no a la explotación industrial.

AUTODEMA se compromete, dentro del marco del proyecto, a:

- poner a disposición del proyecto, el personal local necesario y la contra parte financiera prevista de su propio presupuesto;
- aplicar un precio de cesión para las tierras aceptables y basadas sobre la recuperación de solo inversiones hidro-agrícolas, las mayores inversiones hidráulicas deberán ser imputadas así como su costo de mantenimiento, para la producción de energía eléctrica eventualmente prevista;
- establecer un precio de cesión para el agua de irrigación que son calculadas del costo de mantenimiento de las mismas infraestructuras hidro-agrícolas;
- dar preferencia, cuando se aplique, en la atribución de lotes de toda la futura extensión del presente proyecto-piloto, a los campesinos que hayan contribuido con la mano de obra mínima asalariada necesaria para la realización del proyecto.

ANEXO B

ARBITRAJE

- A. Cualquier disputa que surja entre las Partes que no sea resuelto mediante la aplicación del procedimiento establecido por el artículo 19 del Convenio, será sometido al arbitraje de un Tribunal arbitral conforme se dispone a seguir.
- B. Las Partes de dicho arbitraje serán el BENEFICIARIO por una parte y la COMISION por la otra parte.

El Tribunal arbitral estará compuesto por tres árbitros nombrados de la siguiente manera:

- un arbitro será nombrado por el BENEFICIARIO
- un segundo arbitro será nombrado por la COMISION
- un tercer arbitro (designado a veces, en lo sucesivo, como el "PRESIDENTE"), será nombrado por acuerdo entre las partes o, en caso de desacuerdo, por el Secretario General de las Naciones Unidas.

Si alguna de las partes no designa a un arbitro, este será nombrado por el Presidente.

Si algún arbitro nombrado de acuerdo con la presente disposición renuncia, muere o queda incapacitado, se nombrará a otro arbitro de conformidad con las normas prescritas up supra para el nombramiento del arbitro inicial; dicho arbitro sustituto tendrá todos los poderes y obligaciones del arbitro inicial.